Les crédits

avons pris de très nombreuses mesures qu'il était en notre pouvoir de prendre.

Depuis que je suis devenu ministre des Pêches, je me suis employé à promouvoir cette cause autant que j'ai pu, comme je le faisais auparavant, puisque je représente la province de Terre-Neuve au Cabinet. J'ai l'intention de me rendre à Cuba, en Russie, en Pologne et à Panama au cours des prochaines semaines.

Nous avons un problème avec les pays qui ne font pas partie de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest, notamment Panama dont les navires appartiennent tous à des intérêts espagnols ou portugais, car les navires panaméens et sud-coréens viennent eux aussi prendre 40 000 tonnes de poisson par année, de la morue et du poisson plat, à l'extérieur de notre zone économique de 200 milles. Nous espérons faire des progrès avec Panama pour en arriver à une solution à ce problème, et les Coréens réduisent maintenant leurs activités de pêche dans l'Atlantique nord-ouest.

On ne peut pas prétendre que nous ne faisons rien. Cependant, tant aux niveaux bilatéral que multilatéral, nous devons être en mesure de défendre notre cause devant des organismes internationaux. Nous devons pouvoir prouver au reste du monde les motifs pour lesquels nous aurons été obligés de prendre des mesures unilatérales. Nous devons pouvoir dire au reste du monde: «Écoutez, nous avons fait l'impossible au niveau bilatéral. Nous avons fait l'impossible au niveau multilatéral, en négociant avec des organisations internationales pour tenter de régler la question de la surpêche des stocks qui chevauchent notre zone de pêche de 200 milles. Malgré tous nos efforts, malgré le caractère raisonnable de notre position et l'appui de groupes impartiaux, des environnementalistes et autres qui reconnaissent que ces stocks pourraient être menacés d'extinction si la surpêche continue, toutes nos tentatives se sont révélées infructueuses.»

• (1110)

Les organisations internationales procèdent par consensus. Il faut obtenir l'accord des autres parties. Il nous faut donc obtenir un consensus, ce que nous n'avons pas réussi à réaliser malgré les efforts énormes que nous avons déployés et les mesures raisonnables que nous avons prises.

Nos efforts n'ont rien donné à cause de l'obstination et de l'entêtement de l'Espagne, du Portugal et de la Communauté européenne qui restent indifférents aux besoins

de l'humanité. N'ayant obtenu aucun résultat jusqu'à maintenant, nous nous devons de prendre certaines mesures unilatérales.

Nous demandons à la communauté internationale de les accepter et de les appuyer, parce que si nous tentons d'étendre notre juridiction, fonctionnelle ou autre, au-delà de la zone de 200 milles, cela ne nous donnera rien si les autres pays ne reconnaissent pas notre autorité.

J'aimerais que le député de l'opposition qui nous propose cette ligne de conduite nous dise ce qu'il adviendra si nous décidons d'étendre notre juridiction en matière de pêche aux deux extrémités des Grands bancs et si les pays qui pratiquent la pêche à cet endroit nous répondent: «En haute mer, nous avons toute liberté. Le droit international nous protège. Le Canada n'a aucun pouvoir au-delà de la zone de 200 milles. Nous ne reconnaissons pas son autorité. Nous continuerons de pêcher. Que fera le Canada devant une telle impasse?»

Il ne sert à rien d'étendre notre juridiction, fonctionnelle ou autre, si nous ne pouvons pas la faire respecter. Et cela pourrait donner lieu à des affrontements. Si les autres pays ne reconnaissent pas notre juridiction, s'ils n'imposent pas les mêmes quotas que nous et s'ils ne cessent pas de pêcher quand nous le leur demandons, comment ferons-nous pour nous faire obéir?

Il faut nous poser les questions suivantes. Sommes-nous prêts à riposter par les armes? Comment répliquerons-nous? Voilà ce qu'il faut faire. Avant d'en arriver là, il faut sûrement cesser de prendre des attitudes. Quand on n'a pas de responsabilités, c'est facile de jouer aux héros de guerre. Je pourrais me prendre pour Sylvester Stallone. Je parais certainement aussi bien que lui.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Mieux même. Je ne suis peut-être pas aussi musclé, mais cela ne servirait pas la cause du Canada, car le monde ne se laissera pas intimider par Sylvester Stallone à moins que celui-ci puisse d'abord démontrer qu'il s'est comporté comme Clark Kent et que, multilatéralement et bilatéralement, il a tout tenté pour convaincre les autres pays de prendre, à l'égard de ces stocks de poisson, les mesures qui s'imposent.

Voilà pourquoi nous ne pouvons actuellement accepter cette motion qui propose que le Canada étende sa compétence fonctionnelle. Nous devons aller jusqu'au bout du processus.